

*additionnel (Extension au conjoint de la loi du 1<sup>er</sup> août 1950 accordant des facilités de transport aux bénéficiaires d'une rente ou d'une pension)* [17 novembre 1954] (p. 5129). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre concernant la décentralisation des entreprises industrielles, mesures risquant de faire des travailleurs des déportés ou des chômeurs tendant à transformer Paris en ville bourgeoise [18 décembre 1954] (p. 6568). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; Rapport n° 9703 ; Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : *Ses explications de vote ; Refus de l'argument-massue des pressions alliées (aussi désagréables que les soviétiques), leur signification réelle (caractère illusoire de tout engagement contractuel), « risques effroyables » du réarmement de l'Allemagne (revisionnisme), contradiction évidente entre « la politique de Genève » et celle de Londres, appel au Président du Conseil, « chantage » innacceptable exercé sur son nom* [27 décembre 1954] (p. 6880, 6881) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [18 mars 1955] (p. 1678, 1679) ; *la maintient* (p. 1690) ; — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Sa motion préjudicielle (Retour à l'article 1769 du Code général des impôts)* [28 mars 1955] (p. 2002, 2003). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique économique et sociale [3 mai 1955] (p. 2426) ; — sur la catastrophe du Mans [21 juin 1955] (p. 3168) ; — sur la politique du Gouvernement en Algérie et au Maroc [21 juin 1955] (p. 3168) ; — sur l'expulsion de certaines fédérations d'industrie de la Confédération générale des syndicats indépendants [4 août 1955] (p. 4602). — Prend part à la discussion en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance : élections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements (Abstentions, listes patronnées par M. Mendès-France, listes de salut public de M. Poujade, éventuelle démobilisation des rappelés, mesures graves à prendre en Algérie, impôts nouveaux)* [12 novembre 1955] (p. 5643, 5644). = S'excuse de son absence [12 mai 1953]

(p. 2638), [18 mai 1953] (p. 2710), [29 mars 1954] (p. 1386). = Obtient des congés [12 mai 1953] (p. 2638), [18 mai 1953] (p. 2710), [29 mars 1954] (p. 1386).

**CALLOT (M. Olivier)**, *Député des Landes* (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à réduire les dépenses de l'Etat dans le domaine de la construction et de la reconstruction, n° 6669. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à favoriser le financement de la construction par des capitaux privés, n° 6670.

#### Interventions :

S'excuse de son absence [23 août 1951] (p. 6433), [14 septembre 1951] (p. 7353), [22 décembre 1951] (p. 9574), [24 janvier 1952] (p. 324), [9 avril 1952] (p. 2035), [2 juillet 1952] (p. 3416), [16 décembre 1952] (p. 6457), [18 mai 1953] (p. 2710), [6 octobre 1953] (p. 4010), [31 décembre 1953] (p. 7228), [28 juillet 1954] (p. 3670), [7 décembre 1954] (p. 5920), [23 mars 1955] (p. 1862). = Obtient des congés [23 août 1951] (p. 6433), [14 septembre 1951] (p. 7353), [22 décembre 1951] (p. 9574), [24 janvier 1952] (p. 324), [9 avril 1952] (p. 2035), [2 juillet 1952] (p. 3416), [16 décembre 1952] (p. 6457), [18 mai 1953] (p. 2710), [6 octobre 1953] (p. 4010), [31 décembre 1953] (p. 7228), [28 juillet 1954] (p. 3670), [7 décembre 1954] (p. 5920), [23 mars 1955] (p. 1862).